

# PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

*En préambule aux réponses à vos questions, au tant que candidat pour la France insoumise dans la 7<sup>ème</sup> circonscription de Paris, je défends le programme L'Avenir en commun qui va dans le sens de vos préoccupations. Je soutiendrais chacune de vos démarches, si je suis élu. Nous soutenons dans notre programme la réputation de traités européens en démantelant pure et simple le dumping fiscal entre les pays de l'UE. Ceci suppose une harmonisation sociale et fiscale par le haut. Cela nécessite d'obliger les entreprises à déclarer leurs résultats financiers pays par pays afin que l'imposition s'applique là où l'activité s'exerce réellement. Il faut faire tomber deux paradis fiscaux et le paradis fiscal, comme la montre le mouvement des "faucheux de choux".*

# PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

*Cette proposition rejoint un des éléments de notre programme L'Avenir en commun. Nous souhaitons notamment la mise en place d'un barème de l'IRPP de 14 tranches contre 5 aujourd'hui. Nous souhaitons aussi une réforme mettant fin au statut fiscal conjugal au profit d'un crédit d'impôt par enfant. Les niches fiscales doivent être réévaluées à partir de 3 critères : efficacité sociale, efficacité écologique et évaluation du caractère juste ou injuste.*

## PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : <i>Le programme l'Avenir en commun s'engage à faire enfin l'objectif de 0,7% du Revenu national brut pour le budget d'aide publique au développement.</i>	

## PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : <i>Je souscris à cette proposition qui figure dans le programme l'Avenir en commun dans lequel le chapitre 19 est consacré à la manière de "Mettre au pas la finance". Il prévoit entre autres la séparation de l'activité bancaire entre banques d'affaires et celles de détail. Toutefois le Gouvernement Macron depuis mai 2017 semble repousser les avancées européennes de dernier années vers l'instauration d'une taxe sur les transactions financières européenne.</i>	

## PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Le livret programmatique de la France inscrite déclinant l'Avenir en commun, et intitulé "une France indépendante au service de la paix", a pour ambition de consacrer l'Aide publique au Développement à la réduction de la pauvreté et des inégalités, à l'accès à la santé, à l'éducation et à la lutte contre les inégalités femmes/hommes.

## PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

La transition énergétique est un point essentiel de notre programme l'Avenir en commun. Nous fixons comme objectif 100% d'énergie renouvelable en 2050, donc la sortie du nucléaire et la fin des énergies fossiles. Un groupe comme Engie doit fermer ses centrales à charbon, en France comme à l'étranger.

## PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Notre livret thématique sur l'Agriculture qui précède le programme l'Arc en commun, prévoit la fin du soutien public aux agro-carburants industriels, la mise en place d'un dispositif empêchant leurs importations et un encadrement strict des agrocarburants avancés. Les terres agricoles doivent servir à nourrir les êtres humains de la planète et non le mode de société productiviste.

## PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Nous soutenons cette proposition. C'est un des aspects des négociations climat et de la mise en évidence des parts de l'émission fiscale que facilitent les grands groupes bancaires alors que tous les Etats se plaignent de ne pas avoir les moyens de financer la solvabilité de dépenses de transition pour les pays en développement qui ont pourtant une responsabilité moindre que les pays industriels dans le dérèglement climatique.

## PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires: La lutte contre le dérèglement climatique ne saurait remettre en cause la sécurité alimentaire des populations et favoriser l'accaparement de terres agricoles ou des forêts, y compris même dans la mise en application de l'achat de droits à polluer ou d'actions "compensatoires". Les solutions pour le Climat sont justement celles qui permettent de répondre à ces questions	

## PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires: Ce sont justement les politiques "écologiques" qui sont seules en mesure de permettre le développement d'une agro-écologie paysanne, non tant au niveau européen qu'au niveau international, particulièrement pour les pays les moins industrialisés. D'accord pour mobiliser les cadres européens (UE) et internationaux de l'ONU (FAO, CSA, CCNUCC)...	

## PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires : Je suis très favorable à vos demandes sur la gestion des migrant-e-s. Le livret thématique "Respecter les migrants" de l'Assemblée commune prévoit la fin du Règlement de Dublin et le renforcement du Droit d'asile. L'UE ou à défaut la France doivent développer "le Visa ou voie de l'asile", afin de sécuriser les trajets des réfugiés qui fuient leur pays. Il faut augmenter l'ADA et permettre aux demandeurs de travailler.

## PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires : L'Union européenne ne doit plus se comporter comme une première femme aux flux migratoires en envoyant à des pays extérieurs à l'UE le traitement de ces questions. L'Accord UE-Turquie est honteux, comme les accords bilatéraux de réadmission avec la Libye ou le Soudan. Il y a danger avec le nouveau Pacte Asile européen qui se développe la notion de "pays de transit sûrs" comme préalable à l'application des principes de la Convention de Genève de 1951. Il faut en outre un instrument international qui renouvellerait le refus d'admission non reconnu par l'actuelle Convention de Genève de 1951.

## PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : C'est aussi un point que nous abordons dans notre programme (Avenir en commun). En effet, les chaînes d'approvisionnement des multinationales ne respectent pas aujourd'hui les droits humains et l'environnement. Nous demandons la mise en place de normes sociales et environnementales pour les produits importés dans notre pays. Il faut valider le commerce équitable.	

## PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Notre pays doit dénoncer les accords économiques et commerciaux préférentiels, y compris ceux pris au nom du "libre échange" dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que les déclinaisons régionales CETA, Tafta, TISA, DEFTA... qui introduisent de justice privée internationale contre les normes sociales, sociales et environnementales de l'Etat. Il faut défendre à l'OIT le salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.	

# PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires : L'Avair en commun et le Livret thématique "L'égalité femmes/hommes - Combattre le patriarcat" avancent nos réponses à ces questions sur ce sujet. Notre pays devrait être à l'avant-garde pour mettre fin à cette discrimination en France mais aussi à l'international en encourageant la signature de la Convention "CEDEF" ou de mettre en application à volée son égalité femmes/hommes des Objectifs du Millénaire ou le développement, ainsi que la ratification de la Convention n°189 de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques.

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

Nom : LAUETIAND

Date : 02/06/2017

Prénom : Jean-Charles

Signature :

Département : Paris

Circonscription 75-07

